

Le programme de transition doit permettre cette jonction.

La carence des grandes organisations ne se manifeste pas seulement par l'absence d'un programme de Front ouvrier, mais aussi par l'absence d'une plate-forme revendicative et politique permettant de sceller l'union de tous les travailleurs. En réalité, le P.C.F. n'a pas de programme paysan. En dehors des mots d'ordre généraux concernant le socialisme qu'il renvoie au calendes grecques, il reprend toute une série de revendications qui ne sont absolument pas adaptées à la réalité agricole et économique.

Le P.C.F. défend, en fait le statu-quo en se présentant avant tout comme le défenseur des exploitations familiales. La concentration est aussi inévitable à la campagne qu'à la ville. Et les exploitations familiales n'ont pas la possibilité de se défendre contre les « gros ».

Il faut, c'est le principe général, transporter la lutte de classe à la campagne. Cela signifie avant tout proposer des modes de regroupement, la constitution de coopératives de production à partir de la réunion d'exploitations familiales et sous le contrôle des paysans travailleurs.

Ces propositions revêtent un net caractère de transition. Elles constituent en effet, d'une part, un point de rupture avec l'organisation capitaliste à la campagne et, d'autre part, correspondent aux intérêts immédiats et aux aspirations des paysans travailleurs.

Le programme sur ce point doit être concret, c'est-à-dire que, là encore, il doit s'inspirer d'une étude de structure de la paysannerie en France à notre époque, et des transformations qu'elle a subies récemment.

R. MERLIN.

(*) Bien sûr, le développement de l'action révolutionnaire portera la bourgeoisie à recourir au fascisme.

P.S.U. ET PROGRAMME DE TRANSITION

Le P.S.U. élabore son programme, et il l'intitule « Programme de transition ». Nous voudrions pouvoir nous féliciter d'un pareil emprunt à l'apport théorique de notre mouvement. Mais le contenu des textes publiés jusqu'ici ne répond guère au titre; de l'idée centrale de transition se substituant à l'opposition des vieux programmes minimum et maximum, la direction du P.S.U. n'a rien retenu, si ce n'est une formule. En réalité, le programme du P.S.U., tel qu'il ressort fragmentairement du dernier Conseil national de ce parti (30 juin - 1^{er} juillet) n'est pas un armement politique pour des militants, mais un programme électoral, voire un programme de gouvernement: des promesses de bonne politique pour le gouvernement bourgeois auxquels participeront des ministres du P.S.U. Malgré le gauchisme verbal sur les « fins socialistes » cela ne va pas au-delà du programme du XVI^e congrès du P.C.F. et même, sur certains points, c'en est très en retrait: chambre corporative, européisme capitaliste, etc.

Mendès-France ne participe jamais aux assises du P.S.U. Le courant le plus proche de lui n'a recueilli qu'entre 6 et 7 % des mandats. Mais on sait que c'est par influence directe sur la direction qu'il agit dans « son parti ». En fait, quand le P.S.U. met au point un programme, il faut le prendre comme une proposition à P. M.-F., puisque le véritable pronostic de la direction c'est le gouvernement de transition de celui-ci vers... la restauration d'une démocratie bourgeoise rationnelle et équilibrée.

Un autre son de cloche est donné par la tendance gauche, « socialiste-révolutionnaire », qui défendait une bonne ébauche d'un véritable programme de transition tel que nous l'entendons, et qui a recueilli le chiffre moyen, relativement important, de 21 % des mandats. Dans le P.S.U. aussi, un éveil politique prend consistance, et ce courant gauche, s'il sait se dégager des gâteaux électoralistes, pacifistes, et de propagande moralisatrice que lui pose la direction, s'il sait se tourner vers l'action concrète de classe et le front unique avec les ouvriers avancés du P.C.F., pourra jouer un rôle très positif dans le processus de réorientation de mouvement ouvrier.

M. D.

qui s'engagent dans la lutte, syndiqués ou non; et la direction de la lutte doit rester aux mains de ceux qui l'ont décidée, par l'intermédiaire de leurs représentants, également élus, à des comités centraux de grève.

Si de telles conditions sont réunies, les luttes prochaines déboucheront sur des succès. Partiels, certes, mais substantiels, et qui seront un nouveau point de départ, plus favorable, pour des luttes ultérieures sur des objectifs plus élevés, tel par exemple, un contrôle ouvrier effectif de la production.

Dès que la lutte en front unique atteint ses premiers objectifs, les conséquences s'en font sentir de mille façons: le front de classe se consolide, les partis en sont secoués par l'intermédiaire de leurs militants qui ont vécu l'expérience. Ce qui est possible sur le plan des luttes économiques est possible sur le plan de la lutte politique, car les objectifs de la classe ouvrière sont liés entre eux.

De tels succès sont plus importants que toutes les controverses pour amener les militants des vieux partis à mettre leurs directions devant le dilemme de se soumettre ou de se démettre. Et cela, Mollet-Thorez le savent, c'est pourquoi le véritable front unique les effraie. Ils savent même qu'il est possible que leurs vieux partis sclérosés n'y survivent pas et que la dynamique des succès donne naissance à un nouveau parti ouvrier réel révolutionnaire.

Telle est la route vers le pouvoir ouvrier: la réunification du front de classe, soudé par un réseau serré de comités ouvriers permanents. A qui hochera la tête avec scepticisme, nous disons: c'est la seule voie, la seule réaliste, la seule qui permettra de dresser les travailleurs contre l'Etat bourgeois.

M. DERVAL.

LA SITUATION FRANÇAISE A UN TOURNANT

par Pierre FRANK

Il faut reconnaître que, succédant au régime parlementaire de la IV^e République qui n'avait pas pu répondre au besoin du grand capital de se dégager de la guerre d'Algérie (besoin déjà ressenti il y a plus de quatre ans), le régime gaulliste est parvenu, à travers une série de manœuvres pragmatiques, à désorienter les forces réactionnaires acharnées à maintenir « l'Algérie française » et à passer des accords avec la direction de la Révolution algérienne. Les conditions dans lesquelles ce « dégagement » est survenu n'assurent pas la stabilité du régime gaulliste, mais il n'en reste pas moins qu'un tournant s'opère dans la situation française. Au cours des dernières années, tous les problèmes de la société française étaient contraints de passer par le cadre de la guerre d'Algérie, qui les déformait. Désormais de nouvelles préoccupations se feront jour, qui ne seront plus dominées par cette concentration de forces sur le problème algérien. La jeunesse dont toute la partie masculine était happée par cette guerre pourra désormais employer ses énergies à créer son propre avenir.

C'est une situation nouvelle à laquelle le régime, les partis et les organisations de masse auront à faire face.

LA CONCENTRATION DE L'ECONOMIE FRANÇAISE

D'une façon générale, l'économie française suit l'évolution de la conjoncture de l'économie capitaliste mondiale, dominée par l'économie des Etats-Unis, malgré les modifications qui se sont produites entre ceux-ci et l'Europe occidentale, en faveur de celle-ci.

Dans le Marché commun européen, le capitalisme français occupe une place moyenne. Le Marché commun européen s'est constitué sans donner lieu à trop de tensions intérieures par le fait que cela s'est produit dans une période de bonne conjoncture économique, dont tous les capitalistes ont profité. Dès que la conjoncture ne sera plus aussi bonne, on verra s'exacerber une concurrence intérieure (qui se manifeste d'ailleurs déjà, parce que les capitalistes comprennent fort bien qu'il n'y aura pas un développement harmonieux et homogène au sein de la Communauté européenne).

Aussi pour défendre ses positions et, si possible, les améliorer, le capitalisme français est actuellement engagé dans la poursuite de la concentration à un rythme plus accéléré.

Sur le plan des industries de transformation, il se fait au moyen de très nombreux accords, ententes. Les « directives » du nouveau « plan quinquennal » opèrent dans le même sens, et il est très probable qu'une politique de crédit sera suivie pour favoriser cette concentration, qui est beaucoup plus difficile à effectuer que dans le cas de l'industrie lourde. Une des manifestations les plus spectaculaires de la différence avec la IV^e République dans ce domaine est le poids très diminué de l'organisation dite des Petites et Moyennes Entreprises. Cependant le grand capital et le pouvoir cherchent à éviter dans ce domaine de trop grandes perturbations et des licenciements trop nombreux d'un seul coup.

Sur le plan de la distribution, nous assistons à diverses tentatives, parfois opposées les unes aux autres, mais qui ont cependant le même but: réduire le petit commerce (petit par son volume, ce qui ne veut pas toujours dire qu'il ne rapporte pas gros) au profit d'un système très concentré de distribution (supermarchés...).

Dans le domaine de l'agriculture, le gouvernement a déposé un projet de loi (que le Parlement actuel ne pourra qu'approuver

qu'avec très peu de modifications) qui vise à créer une agriculture pour le Marché européen, c'est-à-dire une agriculture capitaliste, concentrée, d'où seront éliminés les parcelles trop petites, les paysans vivant de leur « petit lopin de terre » suivant une vieille tradition. Le gouvernement entend ouvertement diminuer la population rurale et augmenter la main-d'œuvre disponible dans les villes.

Ainsi la société française est engagée dans des transformations considérables comme elle n'en avait pas connu depuis plus d'un siècle, sous l'instigation d'une partie réduite du grand capital, qui ne se contente pas des avantages normaux que possède le grand capital, mais se sert d'un pouvoir d'Etat qui, dans les conditions actuelles, se trouve entre un très petit nombre de mains et peut agir avec beaucoup d'arbitraire, y compris à l'égard de capitalistes individuels.

LA BOURGEOISIE, LA PETITE BOURGEOISIE ET LE REGIME GAULLISTE

Le régime gaulliste, nous l'avons souligné, à maintes reprises, ne repose que sur une étroite couche du grand capital.

Les couches traditionnelles de la grande et moyennes bourgeoisie ont accepté ce régime, le subissent par nécessité, mais manifestent de très grandes réserves à son égard, et depuis la conclusion des accords d'Évian celles-ci se sont renforcées. L'attitude adoptée par tous les partis traditionnels de la bourgeoisie (depuis les Indépendants à droite jusqu'aux radicaux à gauche) ne provient pas d'un attachement au régime de démocratie parlementaire, mais de la méfiance des éléments assis de la bourgeoisie à l'égard d'un régime qui agit arbitrairement même à leur égard, et qui pour transformer le pays (ce qu'ils souhaitent) introduit en même temps le désordre dans les institutions risquant de déboucher sur ce qui, pour eux, est l'aventure.

Les partis bourgeois traditionnels ont pris successivement leurs distances vis-à-vis du gouvernement, et ainsi donnent l'apparence de ne pas être liés au régime gaulliste. Mais ils n'ont pas l'intention pour l'instant de mener une lutte quelconque pour le renverser. En outre, ils présentent la plus extrême confusion sur le plan du programme, et sont divisés. Des radicaux aux indépendants, on trouve chez chacun d'eux toutes les tendances et nuances. Quant à l'U.N.R., qui a été constituée avant tout comme une association de soutien inconditionnel à de Gaulle et qui l'est devenue presque totalement après l'élimination de l'aile Soustelle, elle ne vit que comme organisation appuyée par le pouvoir gaulliste et comme syndicat d'appétits autour du régime, mais n'est pas du tout parvenue à s'implanter politiquement dans la bourgeoisie ou la petite bourgeoisie.

Dans la petite bourgeoisie, on a vu accompagnant la venue du régime gaulliste, d'une part la dépolitisation accentuée de la plus grande partie, d'autre part d'une polarisation de minorités vers le fascisme et vers la gauche. Mais, en raison de l'évolution de la situation (concentration, perte de l'Empire, carence des directions ouvrières) on aura les éléments pour la formation d'un courant ultra-réactionnaire, fascisant, rassemblant les victimes de la concentration capitaliste, les pieds-noirs réfugiés en France, des officiers et sous-

officiers ayant quitté l'armée, etc. Aux anciens poujadistes, qui ont fourni bien des éléments activistes au cours des dernières années, viendront s'ajouter des couches plus jeunes susceptibles de donner des troupes de choc pour s'en prendre au mouvement ouvrier et à ses manifestations.

Un des premiers signes de regroupement sur la droite a été donné par la crise chez les indépendants, une partie évoluant très à droite pour capitaliser le mécontentement d'une partie de la petite bourgeoisie reprochant à de Gaulle de brader l'Algérie.

Le développement d'un mouvement fascisant est lié à l'évolution de la conjoncture économique et à la ranimation du mouvement ouvrier. Aussi longtemps que la situation sociale ne se tendra pas au point de soulever la crise du régime gaulliste, le pouvoir s'efforcera de se servir de ce mouvement ultra-réactionnaire dans son jeu bonapartiste de bascule entre la droite et la gauche. Par contre, en cas de danger pour l'ordre social, le grand capital regardera du côté de ce courant pour se défendre. Mais, de toute façon, l'apparition de ce mouvement introduira dans la vie politique française un élément nouveau par rapport à ce qu'elle a été depuis la fin de la deuxième guerre mondiale: nous assisterons à une utilisation plus fréquente, plus systématique de la violence.

LA CLASSE OUVRIERE

La fin de la guerre d'Algérie va poser le problème des revendications économiques de la classe ouvrière sur un plan nouveau, même si la conjoncture se maintient. La diminution du temps de service va amener une importante quantité de jeunes sur le marché du travail. Cette tendance va être renforcée par divers facteurs: l'arrivée sur ce marché des couches provenant des années de haute natalité, les couches rejetées par la concentration hors du commerce ou de la paysannerie. Compte tenu enfin, et non comme un moindre facteur, de l'augmentation de la productivité du travail, des augmentations de salaires seront plus difficiles à obtenir, et la plus importante revendication dans la période qui vient est celle concernant la semaine de travail. Dès maintenant, elle est soulevée de plusieurs façons: réduction de la semaine légale, augmentation des vacances. Pour le moment, la réduction de la semaine légale aboutit à demander une augmentation de salaires, étant donné la pratique courante des heures supplémentaires; mais c'est une revendication qui vise à obtenir une garantie pour l'avenir. L'importance de cette revendication, c'est qu'à la différence des demandes d'augmentations de salaires qui, comme indiqué plus haut, aboutissent à accroître les différenciations au sein de la classe ouvrière, la revendication relative à la semaine légale de travail tend à unir la classe ouvrière comme classe et à la dresser contre le patronat et son Etat; c'est-à-dire que cette revendication favorise la politisation de la classe ouvrière.

La manifestation la plus nette d'une reprise est la participation de jeunes (adhésions, manifestations), et on a vu à ce propos dans la jeunesse universitaire les premières tendances à ne pas rester dans le cadre de la légalité et à affronter non seulement les fascistes mais aussi l'appareil d'Etat dans la rue. Mais ce ne furent encore que des manifestations d'avant-garde, importantes à la fois comme symptômes et comme stimulants, mais dont on ne saurait tirer des conclusions précises quant au rythme de la marche de la classe ouvrière dans son ensemble.

(A suivre page 6.)

Extraits du programme de transition (1938)

Les conditions de la lutte pour le socialisme se sont modifiées par rapport à l'avant-guerre. Cependant les principes du programme de transition restent tout à fait valables et doivent inspirer les recherches en vue de l'élaboration d'un programme concret. C'est pourquoi nous reproduisons pour nos lecteurs un extrait de la brochure « L'agonie du capitalisme et les tâches de la Quatrième Internationale » (Programme de transition (1938)).

La tâche stratégique de la prochaine période... consiste à surmonter la contradiction entre la maturité des conditions objectives de la révolution et la non-maturité du prolétariat et de son avant-garde (désarroi et découragement de la vieille génération, manque d'expérience de la jeunesse). Il faut aider la masse dans le processus de sa lutte quotidienne, à trouver le pont entre ses revendications actuelles et le programme de la révolution sociale. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelles de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion: la conquête du pouvoir par le prolétariat.

La social-démocratie classique qui déploya son action à l'époque du capitalisme progressif, divisait son programme en deux parties indépendantes l'une de l'autre: le programme minimum, qui se limitait à des réformes dans le cadre de la société bourgeoise et le programme maximum qui promettait pour un avenir indéterminé le remplacement du capitalisme par le socialisme. Entre le programme minimum et le programme maximum, il n'y avait aucun pont. La social-démocratie n'avait pas besoin de ce pont, car de socialisme, elle ne parlait que les jours de fête.

Toutes les fonctions du prolétariat, toutes ses couches, professions et groupes doivent être entraînés dans le mouvement révolutionnaire. Ce qui distingue l'époque actuelle, ce n'est pas qu'elle affranchit le

parti révolutionnaire du travail prosaïque de tous les jours, mais qu'elle permet de mener cette lutte en liaison indissoluble avec les tâches de la révolution.

La IV^e Internationale ne repousse pas les revendications du vieux programme « minimum » dans la mesure où elles ont conservé quelque force et vie. Elle défend inlassablement les droits démocratiques des ouvriers et leurs conquêtes sociales. Mais elle mène ce travail tous les jours dans le cadre d'une perspective correcte réelle, c'est-à-dire révolutionnaire... Le vieux « programme minimum est constamment dépassé par le programme de transition dont la tâche consiste en une mobilisation systématique des masses pour la révolution prolétarienne.